

L'hon. J.-J. Blais (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je suis sidéré par les arguments qu'a avancés le député de Victoria (M. McKinnon). J'espère qu'il ne se prend pas au sérieux, pas plus que les propos qu'il tient. Comment l'honorable représentant peut-il être en désaccord avec le député de Rosedale (M. Crombie) qui, avant que le député de Victoria ne prenne la parole, a signalé qu'il approuve entièrement le rôle joué par la SEE, en déclarant que le Canada ne peut pas survivre dans un contexte international sans promouvoir ses exportations, et que la SEE a joué un rôle clé dans ce domaine et dans la création d'emplois au Canada?

Sur le marché actuel, monsieur le Président, il ne fait aucun doute que si l'on veut renforcer ses moyens de fabrication, il faut vendre à l'étranger.

M. Malone: Qui a dit cela?

M. Blais: Le député de Crowfoot (M. Malone) demande qui a dit cela. En fait il sait très bien que l'industrie qui fournit un moyen d'existence à ses électeurs ne pourrait pas survivre sans les exportations. Soixante-six p. 100 de toutes les céréales cultivées sont exportées. La seule raison qui puisse justifier que l'on fasse intervenir l'affaire Canadair dans ce débat c'est, à mon sens, que le député de Victoria cherche à établir un lien entre l'industrie aérospatiale et les exportations. C'est un fait que 80 p. 100 de la production de l'industrie aérospatiale, qui emploie 40,000 travailleurs au Canada, sont destinés à l'exportation. Le député le sait puisqu'il était critique de la Défense nationale. Comme il a suivi ce qui se passait à la Défense nationale, il sait combien nous comptons sur nos exportations pour maintenir une base manufacturière dans le domaine de la défense au Canada. Pourtant, il s'oppose à ce que l'on double l'ouverture de crédit de la SEE, la faisant passer de 1 milliard à 2 milliards pour faciliter le financement des exportations. Je ne comprends pas son raisonnement.

● (1540)

L'autre chose que j'ai du mal à comprendre, c'est que le député critique le Challenger de Canadair. Il reproche au gouvernement certaines des mesures qu'il a prises dans le passé pour aider à financer Canadair. Nous avons déjà entendu la même chose à la Chambre et au comité. Ce que dit le député, cependant, c'est que le Challenger n'était pas un bon investissement. Je me suis occupé personnellement de ce projet à compter de mes débuts au sein du gouvernement et j'en suis extrêmement fier parce qu'il s'agissait d'un investissement très risqué à l'époque, comme le ministre de l'Industrie et du Commerce d'alors, maintenant ministre de l'Énergie (M. Chrétien), l'avait lui-même constaté. Cela n'a pas empêché le gouvernement et Canadair d'aller de l'avant et, à cause de cela, nous produisons maintenant le Challenger, l'avion d'affaires le plus efficace du monde.

Le député sait très bien que Lockheed ne fabrique plus le Jetstar et que le seul concurrent du Challenger est le Gulfstream III. Le reste du monde reconnaît que le Challenger dépasse tous ses rivaux du point de vue de la consommation d'essence, du rayon d'action, du confort des passagers, de l'économie de l'entretien et du fonctionnement.

M. Blenkarn: Vous savez bien que ce n'est pas le cas.

Expansion des exportations—Loi

M. Blais: Monsieur le Président, le Challenger de Canadair a établi 20 nouveaux records dans le domaine de l'aéronautique civile. J'ignore si c'est parce que le député de Mississauga-Sud est originaire de Toronto et que le Challenger est fabriqué à Montréal, et qu'il y a toujours eu une rivalité entre les deux villes, que le député s'est donné comme mission d'essayer d'empêcher le Challenger de réussir sur le marché canadien.

Des voix: Quelle honte!

M. Blais: Cela nuit aux employés de l'industrie, non pas seulement ceux de Canadair, mais aussi ceux des fournisseurs dont certains se trouvent dans la propre circonscription du député.

A mon avis, monsieur le Président, la leçon à tirer de tout cela, c'est que la technologie canadienne est la meilleure du monde lorsque les Canadiens prennent la peine de la mettre au point et de la commercialiser. Le Challenger nous a fait perdre de l'argent, mais cet argent ne s'est pas tout simplement évaporé. Il a servi à couvrir les coûts de mise au point et à payer les fournisseurs et les travailleurs au Canada et il nous a permis de fabriquer le meilleur appareil de sa catégorie du monde entier. C'est un fait. Mais par suite des critiques qu'élève l'opposition à l'égard de cet appareil, qu'arrive-t-il? J'ai dû me rendre à Bromont, dans le Québec, pour inaugurer une nouvelle usine d'aubes et d'ailettes que la General Electric a fait construire dans le cadre du programme de retombées que devait rapporter l'achat du CF-18 de la McDonnell Douglas. On a calculé que ces retombées seraient de l'ordre de quelque 500 millions de dollars sur une période de quinze ans. J'en ai discuté avec des hommes d'affaires qui se déplacent par la voie des airs à partir des destinations tant américaines que canadiennes, et ils m'ont demandé quelle mouche nous avait piqués, nous, les Canadiens? Ils ont voulu savoir pourquoi nous dénigrions nos meilleures réalisations techniques et ils m'ont alors avoué qu'ils hésitaient à acheter des Challengers. Ayant voulu en connaître la raison, j'ai appris que c'était du fait qu'ils ignoraient si nous continuerions à fabriquer cet avion d'ici à l'époque où il aura accompli sa mi-carrière. Ils se demandaient si les Canadiens continueraient à fabriquer le Challenger. Et c'est ce qui les retenait d'investir plus de 10 millions de dollars. Voilà l'argument qu'ils ont fait valoir, car lorsque ces gens achètent un avion particulier, c'est dans le but de pouvoir l'utiliser durant les 25 prochaines années; ils veulent donc s'assurer qu'ils disposeront des pièces de rechange nécessaires ainsi que le soutien logistique, et aussi que l'on continuera à fabriquer l'appareil. Monsieur le Président, je leur ai immédiatement répondu que, en ce qui concernait mon gouvernement, nous continuerions à fabriquer cet avion de Canadair.

Des voix: Bravo!

M. Blais: Toutefois, j'ai ajouté qu'ils auraient intérêt à faire entendre raison à leurs amis parmi les députés d'en face qui, par leurs vitupérations contre la technologie canadienne, nous empêchent non seulement de sauvegarder les emplois au Canada, mais aussi d'intéresser les marchés internationaux à notre technologie. L'étroitesse d'esprit de ces individus d'en face, qui sont avides de pouvoir...